



CLIO. Histoire, femmes et sociétés

26 (2007)
Clôtures

Estelle Ceccarini

Teresa BERTILOTTI, *Maestre a Lucca. Comuni e scuola pubblica nell'Italia liberale*, Brescia, Editrice La Scuola, 2006, 275 pages.

Avertissement

Le contenu de ce site relève de la législation française sur la propriété intellectuelle et est la propriété exclusive de l'éditeur.

Les œuvres figurant sur ce site peuvent être consultées et reproduites sur un support papier ou numérique sous réserve qu'elles soient strictement réservées à un usage soit personnel, soit scientifique ou pédagogique excluant toute exploitation commerciale. La reproduction devra obligatoirement mentionner l'éditeur, le nom de la revue, l'auteur et la référence du document.

Toute autre reproduction est interdite sauf accord préalable de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France.

revues.org

Revues.org est un portail de revues en sciences humaines et sociales développé par le Cléo, Centre pour l'édition électronique ouverte (CNRS, EHESS, UP, UAPV).

Référence électronique

Estelle Ceccarini, « Teresa BERTILOTTI, *Maestre a Lucca. Comuni e scuola pubblica nell'Italia liberale*, Brescia, Editrice La Scuola, 2006, 275 pages. », *CLIO. Histoire, femmes et sociétés* [En ligne], 26 | 2007, mis en ligne le 14 avril 2008, consulté le 11 février 2012. URL : <http://clio.revues.org/6963>

Éditeur : Presses universitaires du Mirail

<http://clio.revues.org>

<http://www.revues.org>

Document accessible en ligne sur :

<http://clio.revues.org/6963>

Document généré automatiquement le 11 février 2012. La pagination ne correspond pas à la pagination de l'édition papier.

Tous droits réservés

Estelle Ceccarini

Teresa BERTILOTTI, *Maestre a Lucca. Comuni e scuola pubblica nell'Italia liberale*, Brescia, Editrice La Scuola, 2006, 275 pages.

Pagination de l'édition papier : p. 232-264

- 1 Publié dans la collection « Paedagogica » de la maison d'édition spécialisée dans les questions d'éducation qu'est La Scuola, cet ouvrage de Teresa Bertilotti propose une reconstruction et une analyse de l'implantation de l'école publique en Toscane au cours des premières décennies qui suivirent l'Unité italienne, en portant une attention toute particulière à la figure de l'Institutrice, future protagoniste du système scolaire italien. Cette « histoire de l'école », faite au travers de l'étude du cas d'une ville toscane, Lucques, et de ses environs, permet d'aborder une question centrale sur le plan historiographique : l'analyse des phénomènes d'alphabétisation et de scolarisation et leurs liens avec les profondes mutations de la société à partir du XVIII^e siècle, mutations qui accompagnent la nationalisation, la sécularisation et la modernisation des sociétés occidentales. La question de la scolarisation apparaît alors comme particulièrement intéressante par la mise en évidence des dialectiques entre dessein politique des gouvernants et stratégies individuelles et familiales. L'étude mêle l'analyse des politiques, de leurs applications et du jeu des processus sociaux, pour proposer un regard global sur le phénomène. Elle prend en compte l'école, les politiques scolaires, les stratégies pédagogiques et culturelles, l'histoire de l'organisation administrative et du personnel enseignant, des programmes et des résultats en termes d'alphabétisation et d'acculturation. Teresa Bertilotti croise ainsi une multitude de perspectives qui partent de la description de l'organisation administrative, pour passer ensuite à la description quantitative et qualitative du phénomène scolaire au sein de la région d'étude choisie – la ville de Lucques et sa campagne – et sur les dynamiques en œuvre au cours des premières décennies libérales. Elle s'intéresse aux grandes lignes de la politique scolaire et à sa perception par les communautés qui composent la société, pour considérer ensuite les processus de formation (et de « publicisation ») des personnels enseignants. Elle s'arrête alors sur les individus que sont ces maîtres et ces maîtresses d'école, leurs parcours individuels, leurs motivations, leurs choix, leurs problèmes.
- 2 Si pour d'évidentes raisons d'efficacité de l'analyse, celle-ci se base sur une région précise, Teresa Bertilotti croise sans cesse réalité régionale et problématiques générales, afin de montrer combien la question de la scolarisation est au cœur du processus de nationalisation, au moment même où l'Italie était encore une jeune nation, et où les Italiens étaient encore « à faire ». L'importance de l'édification d'un système scolaire spécifique dans la « nationalisation » des Italiens apparaît de façon nette. Le cas pris en considération permet de mettre en évidence des caractéristiques régionales : conservatisme des milieux dirigeants locaux ; tradition catholique fortement enracinée ; fossé entre les villes de tradition marchande et bourgeoise et la campagne où dominent des tendances traditionalistes et conservatrices ; enfin, résistance explicite aux politiques scolaires laïques du nouveau Royaume d'Italie. Parmi les principales difficultés que rencontre l'administration, domine la constitution d'un corps enseignant d'un niveau suffisant. La formation des institutrices demeure problématique dans la mesure où le mauvais niveau des enseignants entretient un mauvais niveau des élèves et, par conséquent, un mauvais niveau des candidats à l'enseignement. Bertilotti illustre ainsi les nombreuses difficultés que rencontrent les Écoles normales à recruter des candidats, et surtout des candidates, d'un niveau satisfaisant, mais aussi, par la suite, les difficultés liées à leur rétribution, à leur affectation sur le territoire et à leur accueil par les communautés, surtout rurales. La question de la rencontre entre écoles de formation et demande sociale est ainsi au cœur de la problématique du fonctionnement des Écoles normales.

- 3 L'auteure prend en compte de façon attentive une autre question centrale : celle de la féminisation des cadres enseignants. Elle se base pour cela sur un grand nombre de sources : pétitions, discours et comptes rendus de délibération, inspections et rapports d'inspection, sujets d'examens. Elle fournit également en annexe de nombreux tableaux statistiques. Elle montre ainsi que la préférence pour les institutrices est d'abord liée au fait qu'elles sont considérées « plus efficaces et économiques » par le ministère et les administrations municipales. T. Bertilotti conteste toutefois l'idée selon laquelle la différence de salaire subie par les femmes (qui étaient payées un tiers de moins que les hommes) s'explique par le statut de complément du salaire masculin donné à leur propre salaire. Elle montre en effet que de nombreuses institutrices étaient célibataires, veuves, ou devaient suppléer à une incapacité de leurs conjoints à assumer les charges du foyer. En somme, qu'il s'agissait la plupart du temps d'un revenu nécessaire à titre principal, et non d'un revenu d'appoint. L'auteure montre aussi que la préférence donnée aux femmes dans l'enseignement n'est pas uniquement liée à l'idée d'une fonction où la vocation maternelle « naturelle » des femmes est un atout, mais aussi et surtout à des préoccupations « morales » selon lesquelles si une femme était jugée apte à enseigner à des garçons, il était plus problématique qu'un instituteur enseigne à des petites filles.
- 4 Elle propose enfin une réflexion sur les implications de la féminisation de la profession au niveau de la représentation de l'institutrice et de la femme. Certes l'identification entre la figure de l'institutrice et celle de la mère comme modèle des vertus féminines correspondait bien aux valeurs sociales de l'époque. Pourtant, de façon parallèle, ce modèle était en nette opposition avec l'image de la femme cultivée, émancipée et indépendante qui émergeait avec cette profession. Le travail d'institutrice apparaît ainsi comme le premier exemple de présence autonome des femmes sur le marché du travail non manuel, créant un sujet social nouveau. La figure de l'institutrice en tant que femme instruite, qui travaille et est indépendante, dotée d'une autorité, apparaît comme porteuse d'une forte charge d'innovation, sinon de subversion de l'ordre établi. Émancipation, mission nationale et patriotisme politique semblent aller de pair. La charge subversive est perceptible surtout par rapport à la figure du prêtre et du précepteur (et elle l'est tout autant pour la figure de l'instituteur). L'auteure montre que c'est cette charge subversive potentielle de la figure de l'institutrice qui conduisait au choix, pour les communes rurales, d'une institutrice du lieu, qui vive en famille, qui ne soit pas une figure féminine autonome, moderne, élément de rupture culturelle. Elle montre enfin les difficultés que devaient affronter les institutrices laïques face à des communautés villageoises parfois hostiles. Parmi ces manifestations d'hostilité figurait souvent l'accusation de protestantisme.
- 5 Cet ouvrage propose ainsi une étude dont la richesse repose avant tout sur la variété des angles d'analyse adoptés en prenant en compte successivement la construction administrative du système éducatif, les difficultés de la mise en pratique des dispositions législatives, le rôle central joué par les Écoles normales, la spécificité des parcours individuels des membres du corps enseignant, de leur formation aux difficultés liées à l'exercice de leur profession. L'appareil d'annexes de plus de cinquante pages (tableaux statistiques, arbres généalogiques, extraits de correspondance, de règlements divers) qui clôt le volume constitue un intérêt supplémentaire de cet ouvrage.

Pour citer cet article

Référence électronique

Estelle Ceccarini, « Teresa BERTILOTTI, *Maestre a Lucca. Comuni e scuola pubblica nell'Italia liberale*, Brescia, Editrice La Scuola, 2006, 275 pages. », *CLIO. Histoire, femmes et sociétés* [En ligne], 26 | 2007, mis en ligne le 14 avril 2008, consulté le 11 février 2012. URL : <http://clio.revues.org/6963>

Référence papier

Estelle Ceccarini, « Teresa BERTILOTTI, *Maestre a Lucca. Comuni e scuola pubblica nell'Italia liberale*, Brescia, Editrice La Scuola, 2006, 275 pages. », *CLIO. Histoire, femmes et sociétés*, 26 | 2007, 232-264.

Droits d'auteur

Tous droits réservés
